

# ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

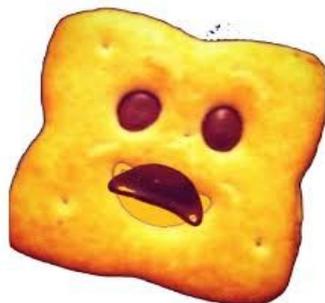
N° 153 / 13 novembre 2013



## UNHAPPY HOUR...

Il nous est parfois arrivé de brocarder quelques dépenses excessives, quelques buffets trop bien garnis.

Ce ne sera pas le cas pour la venue, vendredi 7 novembre, de notre Directeur général : eau plate ou gazeuse, jus d'orange et biscuits locaux (BN et LU, pour une concurrence libre et non faussée ?). Budget riquiqui, quand tu nous tiens...



Mais l'indigence principale n'était pas là. En lieu et place du dialogue annoncé, les collègues présents ont eu droit à une demi-heure d'une causerie sans âme.

Vous l'avez compris, Bruno 1er n'était pas à Nantes pour eux, et cela, nous l'avions découvert très tôt le matin.

## Calinothérapie

Les responsables syndicaux locaux de la CGT, de la CFDT et de Solidaires ont en effet fait l'objet, dès potron-minet, d'un énorme forcing pour qu'ils acceptent de le rencontrer, la DG allant jusqu'à demander aux secrétaires généraux nationaux de nos organisations d'intervenir !

Du jamais vu.

Pourquoi un tel déploiement d'efforts et de cajoleries, alors que l'homme n'avait pas jusqu'alors fait preuve de beaucoup d'appétence pour le dialogue social ?

C'est qu'il avait (avatar de l'archange Gabriel?) une annonce à faire...et un profit politique à en tirer si possible.

L'annonce, c'est son feu vert à la création d'un SIP pour le sud-Loire. L'idée d'une structure en sud-Loire était portée par l'intersyndicale de Loire-Atlantique, et elle avait reçu l'appui du DRFIP.

Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Mais alors pourquoi ce mystère préalable sur la raison de sa venue, et fallait-il, pour cela, expressément un déplacement à Nantes ?

## Le loup sort du bois

Bon sang, mais c'est bien sûr : la démarche stratégique !

Le lien est clairement fait dans le message dont nous avons tous été destinataires.

La démarche stratégique et ses conséquences à venir cousues de fil blanc : coups de serpe dans le réseau des trésoreries, regroupements en tous genres, créations de pôles, régionalisation de certaines missions, etc...

Si l'on pouvait faire croire que la démarche stratégique, c'est aussi la création possible de structures plus proches des usagers, et si on avait les organisations syndicales sur la photo de famille pour montrer qu'on peut travailler la main dans la main, quel pied !

## Le capitaine Shadok

M. Bézard aurait un autre crédit si sa sollicitude était la même sur tout le territoire national.

Petit détour par l'Isère :

Il existe à Grenoble, comme il en reste quelques uns, un CDI « Grésivaudan » qui n'a pas été transformé en SIP, bref un CDI « orphelin » comme la DGFIP n'en veut plus.

Détail qui a son importance, ce CDI ne gère aucun dossier de

la ville de Grenoble.

Il existe à Meylan, commune de la banlieue-est au débouché de la vallée du Grésivaudan, une trésorerie mixte dont la partie recouvrement fiscal gère tous les dossiers dépendant du CDI Grésivaudan et une partie des dossiers du SIP de Grenoble-Chartreuse.

Que décide la DG, contre l'avis des collègues de Meylan, contre l'avis des organisations syndicales et contre l'avis des élus locaux ?

Elle décide de créer un SIP « Grésivaudan » à Grenoble !

Un guichet fiscal unique, oui ! Mais à des kilomètres du premier contribuable.

Voilà qui relativise beaucoup la « concertation » et les « besoins des usagers » que M. Bézard prétend prendre en compte dans la démarche stratégique.

Tous les détails sur ce dossier sont sur le site de nos camarades de la CGT Finances Publiques 38 ou en lien [ici](#).

## MAUDITE SOIT LA GUERRE

A l'occasion des cérémonies du 11 novembre, le Président de la République a appelé à l'unité nationale contre la crise, faisant le parallèle avec la première guerre mondiale, et reprenant le ton de l'«union sacrée» de 1914.

«Jusqu'en juillet 1914», deux camps s'opposaient, note-t-il : ceux qui voulaient «la revanche de Sedan», et ceux qui, derrière Jean Jaurès, dénonçaient «la mécanique des alliances» qui allait conduire à la guerre. Mais, «quand la mobilisation générale fut proclamée, il n'y eut plus qu'un seul pays».

Fermez le ban ! Ou comment faire taire définitivement Jaurès, assassiné le 31 juillet 1914, et les socialistes qui ont continué à porter sa voix malgré le conflit.

Parler de «gagner les batailles économiques» et de «renouveler le patriotisme» permet de ne pas citer les responsables de la situation que nous connaissons.

«Quand on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels», disait Anatole France.



S'il veut rectifier le tir et faire un geste hautement symbolique, François Hollande pourrait, l'an prochain, année du centenaire du début du conflit, venir se recueillir devant le monument aux morts de la commune de Gentioux (Creuse). Il attend d'être officiellement inauguré par la préfecture, allez savoir pourquoi, depuis son érection en 1922 (voir [ici](#) en lien).